

Les ODD : Une percée ou de petits pas ?

L'ONU dans sa résolution et document final « Transformer notre monde : l'Agenda 2030 pour le Développement Durable » reconnaît que l'éradication de la pauvreté sous toutes ses formes et dimensions, y compris l'extrême pauvreté constitue le plus grand défi mondial et une exigence indispensable au développement durable. Cependant, cet agenda peut manquer de réaliser les objectifs tout comme son prédécesseur, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui n'ont pu être atteints à la date butoir de 2015 ont entraîné les Objectifs du Développement Durable (ODD).

Bien que les ODD promettent d'être favorables aux populations, à la planète et à la prospérité grâce à l'équilibrage des trois dimensions du développement durable, à savoir : la dimension économique, sociale et environnementale, les questions fondamentales qui sont à l'origine de la pauvreté et des défis de développement dans les pays sous développés, les moins avancés et en développement sont à peine prises en compte.

Les inégalités et les injustices dans l'architecture économique, politique, financière et commerciale du monde qui contribuent énormément au déficit du développement que, dans un premier temps, les OMD et maintenant les ODD cherchent à renverser n'ont pas été abordées. L'augmentation du nombre des 8 OMD irréalisables à 17 ODD pourrait être un signe des défis et incohérences inhérents à la conception et à la mise en œuvre de ces deux programmes. En fait, il faudra opérer un changement systémique comme l'ont préconisé de nombreuses organisations de la société civile lors du Sommet de New York. La solution à la pauvreté, comme elles l'ont proclamée lors du Sommet, ne se retrouve pas dans le placebo dont dispose les OMD et les ODD pour résoudre les problèmes endémiques et systémiques qui soutiennent l'ordre économique, politique et financier actuel au profit du monde développé et au détriment du monde en développement.

Jackson Hickel dans son article intitulé « Pourquoi les ODD ne contribueront pas la construction d'un monde plus juste » suggère que les ODD n'aboutiront pas à la nouvelle économie dont le monde a si désespérément besoin parce qu'ils sont toujours liés au modèle économique en déliquescence qui a besoin des changements structurels urgents. A son avis, l'insertion du programme des ODD pour le développement et la réduction de la pauvreté dans l'ancien modèle de croissance industrielle qui est au cœur des effets du changement climatique et l'appel à un mode de production et de consommation soutenable sont contradictoires. C'est ainsi lorsque les niveaux croissants d'extraction, de production et de consommation permettraient surtout aux PMA d'atteindre l'Objectif 8 des ODD qui vise une croissance annuelle de 7% du PIB. Entretemps, les sociétés sont seulement encouragées à adopter des pratiques durables non obligatoires et ne sont pas passibles de sanctions.

Par ailleurs, comme l'indique l'article intitulé « L'Agenda 2030 et les ODD : s'agit-il d'une réorientation ? », les ODD peuvent sembler combler certaines lacunes critiques des OMD mais comme d'aucuns l'estiment, elles peuvent être ridiculement gonflées. N'est-il pas également trop ambitieux d'avoir 17 objectifs et 169 cibles sur une période de 15 ans. Etant donné que composer avec les huit OMD a été un défi majeur en matière de mobilisation des ressources financières et humaines et d'organisation des populations autour des questions. Un

autre risque est qu'en tant qu'un consensus politique négocié, il ne renferme pas de mécanisme d'application intégré et des sanctions et rien pour tenir les gouvernements responsables s'ils manquent de réaliser ces objectifs. Les ODD paraissent au mieux comme une liste de souhaits que les pays peuvent choisir à leur gré avec beaucoup d'excuses s'ils n'arrivent pas à les réaliser.

Une question critique que les ODD n'ont pas pu aborder est l'erreur fondamentale commise en supposant que « s'attaquer aux causes structurelles de l'inégalité économique est un produit dérivé de la lutte contre la pauvreté et le réchauffement climatique » alors qu'en réalité elle devrait être au cœur de la lutte. La construction d'un monde plus équitable et plus juste est la meilleure manière de « libérer la race humaine de la tyrannie de la pauvreté et de la misère ainsi que de guérir et de sécuriser notre planète et de renforcer la paix universelle » est le préambule du document « Transformer notre monde : l'Agenda 2030 pour le Développement Durable.

L'Afrique sera le plus grand laboratoire et le dernier test décisif pour les ODD. La croissance superficielle et très inéquitable du continent au cours de la dernière décennie a accentué le transfert des ressources et des surplus du continent vers le capital mondial. Le paradoxe de cette intégration mondiale plus profonde est la contraction de la base de production du continent qui dans plusieurs cas a connu la désindustrialisation, les retards agraires et l'intensification de l'exportation des minerais bruts. Toutes ces évolutions se renforcent mutuellement et s'accélèrent en tandem. C'est le continent qui fournit la preuve la plus convaincante pour le renversement du paradigme de croissance néolibérale, un fait qui est implicitement reconnu – et sans équivoque - dans la mise en relief des dimensions environnementales, sociales et économiques comme les piliers du développement durable. Mais l'Afrique est le terrain sur lequel le nouveau développementalisme pourrait devenir très prochainement une progression lourde. C'est un facteur provenant moins des infrastructures physiques déplorable du continent que de l'infrastructure de pouvoir sur ses mécanismes et choix politique – la dominance excessive des capitaux étrangers et de l'aide. L'Afrique doit désormais adopter une position et prendre en main son propre développement de manière décisive. C'est ce qui pourrait d'intégrer la nécessité indéniable d'un changement de paradigme dans une alliance d'intérêts agglomérés qui peut engendrer et propulser assez de traction au niveau national et international. Si les changements systémiques requis pour réaliser la transformation du monde ne sont pas effectués, la déclaration visant à mettre fin à la pauvreté et à la faim dans toutes leurs formes et dimensions va demeurer une chimère.

L'Agenda 2030 – S'agit-il d'une réorientation ?

Tout dépendra en grande partie de la capacité et de la détermination de la société civile à influencer la volonté politique nécessaire, estime * Sakiko Fukuda-Parr

Un rare sentiment d'euphorie a suivi l'adoption de l'Agenda 2030 et les Objectifs de Développement Durable (ODD) à New York cette fin de semaine. La multitude d'événements qui a eu lieu sur la First Avenue et au-delà s'est déroulée dans un climat de fête. Ce n'était pas seulement les délégations officielles mais aussi des militants de la société civile qui ont négocié en faveur des changements systémiques qui ont célébré ce nouvel agenda promettant un changement transformatif pour un développement durable. Cependant, la mise en œuvre apportera-t-elle un changement réel ?

Les ODD marquent une évolution profonde du développement en tant que projet international. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) constituent un programme d'aide dirigé par quelques agences donatrices qui font face à une crise de déclin de l'appui aux budgets de développement dans un monde d'après la guerre froide et sont embourbés dans des controverses à propos de l'ajustement structurel. Comme je l'ai argumenté dans une communication conjointe avec David Hulme, l'obligation morale de mettre fin à la pauvreté qui est apparue comme la norme dans les années 90 a fourni un but unificateur et une narrative et une raison d'être plus convaincantes. Par contre, les ODD sont issues du processus de Rio+ 20 qui s'est fixé un programme de réorientation du développement inégal sur le plan social et qui devient de plus en plus insoutenable sur le plan écologique. Le processus de formulation a connu la participation des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et non seulement les professionnels du développement. Il était contrôlé par les gouvernements nationaux, et les pays à moyen revenu comme la Colombie y ont joué un rôle important.

Les ODD représentent la reconnaissance du fait que la pauvreté, l'inégalité et la durabilité environnementale posent aussi de défis au RU qu'au Liberia. Il ne s'agit pas tout simplement d'un projet nord-sud mais d'un projet véritablement global qui implique de nombreux acteurs au-delà de l'Etat.

Le programme des ODD répond sans doute aux lacunes fondamentales des OMD à certains égards importants.

En premier lieu : la simplicité et le réductionnisme. L'un des vertus largement salués des OMD était leur simplicité, alors que les ODD sont largement critiqués par les professionnels du développement d'être ridiculement gonflés. Cependant, la simplicité signifie aussi la simplification. Les objectifs ont réduit l'essence du développement à la satisfaction des besoins fondamentaux, remplaçant ainsi l'idée du développement en tant que transformation structurelle en vue d'augmenter la capacité productive, de changer les structures du pouvoir et les relations sociales et d'accroître en fin de compte les libertés

humaines. Les ODD sont non seulement nombreux mais représentent aussi un programme plus ambitieux de réorientation du développement et la nécessité de reformer les institutions qui sont les principaux moyens de mise en œuvre.

En second lieu : des mesures injustes pour les pays pauvres. Compte tenu de l'importance du contexte, la Déclaration indique que les cibles des ODD sont de caractère international et ambitieux, alors que les gouvernements ont fixé leurs objectifs en fonction de leurs circonstances nationales. Par contre, l'idée d'adaptation nationale a été résistée avec véhémence dans le cadre des OMD par les dirigeants de l'ONU. Ces objectifs prévoient des cibles uniques à atteindre en 2015 par tous les pays quelque soit le contexte. Le cadre de suivi exigeait que les pays atteignent les mêmes cibles sans tenir compte du point de départ. Naturellement, les pays qui, au départ étaient en retard, pour la plupart les Pays les Moins Avancés en Afrique Sub Saharienne, n'arrivaient pas à atteindre les objectifs et ont été qualifiés d'échec. Cependant, selon certaines études, une évaluation en fonction du rythme de progrès démontre que certains pays africains figurent les pays parmi les pays les plus performants.

En troisième lieu : l'absence de l'objectif relative à l'inégalité. Bien qu'elle soit devenue le défi le plus pressant dans tous les pays aujourd'hui, l'inégalité ne faisait pas parti des OMD. Cette évolution renforce l'idée que ces objectifs constituent un programme pour fournir des filets de sécurité sociale comme réponse à un modèle économique qui faisait et continue de faire croître l'inégalité. Le débat sur l'inclusion de l'ODD10 qui vise à réduire l'inégalité au sein des pays et entre les pays était l'une des batailles politiques les plus controversées. Ses dix cibles traitent inévitablement de la nécessité des reformes institutionnelles dans le domaine de la gouvernance économique.

Cependant, pour que ces textes se traduisent en une vraie réorientation, le défi serait d'assurer que les gains acquis au titre des questions politiques controversées ne sont pas perdus lors de la mise en œuvre.

Il existe évidemment le risque que le programme complexe et ambitieux de 17 objectifs soit édulcorés et simplifié. Déjà, une initiative privée visant à diffuser les ODD « Global Goals » les a simplifiés en raccourcissant les titres et en les réinterprétant dans le processus. Barbara Adams a fait remarque sur son blog récent que le concept de « développement durable » est complètement perdu à mesure que les mots comme « équitable », « inclusive » et « durable » sont remplacés par « responsable » et « fort ».

Un autre risque est la sélectivité qui peut entrainer l'abandon des objectifs et des cibles qui ont trait aux questions structurelles. On estime généralement que les OMD ont mobilisé des actions, cependant, tous les objectifs et cibles n'étaient pas les mêmes. Certains objectifs comme l'emploi et la faim étaient les cousins pauvres jusqu'à l'apparition de la crise financière et de la récession en 2008. Avec 17 objectifs et 169 cibles, quels sont ceux qui vont faire l'objet d'attention, mobiliser des efforts et générer des ressources ? Est-ce l'objectif 10 permettra de réduire l'inégalité au sein des pays et

entre les pays ou la cible 5 va-t-elle assurer que les femmes ont droit à la propriété des terres et bénéficient de l'attention politique nécessaire ?

Un autre risque est la latitude accordée pour l'adaptation nationale, qui dans certaines circonstances peut évidemment constituer une invitation à l'édulcoration des ODD. Sur ce plan, la réalisation de l'objectif relatif à l'inégalité sera très difficile car il fait partie des quelques objectifs qui exigent une réorientation des tendances de la dernière décennie, y compris des changements de modèle économique qui a été promu au cours de la dernière décennie.

En conclusion, les ODD constituent un consensus négocié qui n'a pas de mécanisme d'application intégré. Il incombe donc aux groupes de la société civile de considérer les ODD comme une voie de réorientation.

*Sakiko Fukuda-Parr est Professeur des Affaires Internationales à New School à New York. Cet article est extrait de Third World Network Features.

Pourquoi les ODD ne contribueront pas à la construction d'un monde plus juste

*Les objectifs de développement durable tant médiatisés qui seront adoptés au sommet de l'ONU à New York n'aboutiront pas à la nouvelle économie dont le monde a si désespérément besoin. Leurs auteurs veulent réduire la pauvreté et les inégalités sans toucher à la richesse et à la puissance de 1% de la population mondiale. Ils ne saisissent pas un fait fondamental: la pauvreté de masse est le résultat de l'accumulation excessive des richesses et la surconsommation par une couche restreinte de population mondiale, argumente *Jason Hickel.*

L'adoption des Objectifs de Développement Durable se veut un évènement international de grande importance ; les objectifs sont donc introduits en grande pompe. Ils sont largement considérés comme un pas historique vers la construction d'un monde meilleur et l'éradication de la faim et de la pauvreté de la surface de la terre une fois pour toute.

Tout semble merveilleux, malheureusement ce n'est pas aussi bon que les médias voudraient peut-être nous le faire croire. En réalité, les objectifs ne sont pas à la hauteur de la tâche de construire l'économie nouvelle dont nous avons désespérément besoin. En ce sens, ils constituent non seulement une opportunité manquée mais aussi des dangers : ils vont bloquer l'agenda de développement au cours des 15 prochaines années autour d'un modèle économique défaillant qui a besoin des changements structurels urgents et profonds.

La contradiction de la croissance

L'avant-projet contient des revendications excellentes. Le préambule affirme que « la planète terre et ses écosystèmes constituent notre demeure » et souligne la nécessité de vivre en harmonie avec la nature. Il prévoit l'engagement de maintenir le réchauffement climatique en dessous d'une augmentation de 2 degrés Celsius et lance un appel à un mode soutenable de production et de consommation.

Tout ceci reflète la prise de conscience du fait que quelques aspects de notre système économique ont dérapé. La poursuite de la croissance industrielle effrénée ronge notre planète vivante, engendre la pauvreté et menace notre existence. Cependant, l'essentiel du programme des ODD pour le développement et la réduction de la pauvreté repose précisément sur l'ancien modèle de croissance industrielle – des niveaux croissants d'extraction, de production et de consommation. L'objectif 8 prévoit la réalisation d'une croissance annuelle du PIB de 7% dans les pays les moins avancés et des niveaux élevés de productivité partout.

En d'autres termes, les ODD lancent à la fois l'appel à la croissance et au déclin. Comment peuvent-ils réussir avec une telle profonde contradiction à leur origine. Certes, l'objectif 8 est émaillé des qualificatifs à tonalité progressiste : la croissance doit être inclusive, elle doit promouvoir le plein emploi et le travail décent et nous devons essayer de dissocier la croissance et la dégradation de l'environnement. Mais, ces qualificatifs sont vagues et faibles ; le vrai message dominant est que tout ce qui compte finalement, est la croissance du PIB.

Actuellement, les niveaux de production et de consommation globales dépassent la capacité de notre planète de 50% chaque année. Il s'agit d'une crise monumentale qui découle de la profonde logique du capitalisme. Toutefois, la solution proposée par les ODD est superficielle : réduire le gaspillage alimentaire, utiliser les ressources de manière plus judicieuse et « inciter les sociétés à adopter des pratiques durables ».

Ces propositions évitent clairement la vraie solution qui est de réduire la consommation des riches de la planète. Elles s'écartent également de la réglementation réelle de l'extraction des sociétés.

Ce n'est pas totalement surprenant. Les rédacteurs des ODD ont probablement évité le nœud de la question parce qu'ils savent que le capitalisme dépend de la production et de la consommation accrues pour progresser. Mais, c'est précisément ce que nous devons changer, si nous voulons avoir une chance d'édifier une économie équitable et durable.

La croissance ne réduit pas la pauvreté.

L'avant-projet présente la croissance comme la principale solution à la pauvreté mais ce lien est très ténu. Sur toutes les recettes générées par la croissance du PIB mondiale entre 1999 et 2008, les plus pauvres représentant 60% de l'humanité n'ont bénéficié que de 5%.

Compte tenu du ratio actuel entre la croissance du PIB et la croissance des revenus des plus pauvres, il faudra 207 ans pour éliminer la pauvreté avec cette stratégie. Et pour y parvenir, nous devons faire croître l'économie mondiale de 175 fois sa taille actuelle.

Imaginons les conséquences. Même si une telle croissance est possible, elle portera le changement climatique à des niveaux catastrophiques et renversera dans son sillage tous progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté. Evidemment, ce n'est pas une voie à suivre.

Les ODD cherchent à éviter le problème en préconisant la croissance des revenus pour les 40% de la population à un taux supérieur à la moyenne globale. Cette mesure est bonne étant donné qu'elle permettrait d'accélérer la réduction de la pauvreté et de l'inégalité mais elle ne ferait rien pour aborder le problème de l'excès dans les pays nantis. Si la croissance de tous les pays atteint un niveau où ils consomment autant que la moyenne des pays à revenu élevé, nous aurons besoin de 3,4 planètes Terre pour nous soutenir.

En d'autres termes, les ODD comptent réduire l'inégalité en relevant le niveau de vie des pauvres tout en laissant intacts la richesse et le pouvoir de 1% de la population mondiale. Ils n'arrivent pas à comprendre un fait fondamental : la pauvreté de masse est le résultat de l'accumulation excessive des richesses et la surconsommation par une couche restreinte de la population mondiale. On ne peut pas résoudre le problème de la pauvreté sans remettre en cause les pathologies de l'accumulation.

Les gros problèmes en suspens

Chose étonnante, les ODD offrent peu solution aux gros problèmes qui sont à l'origine de la pauvreté dans le monde. A titre d'exemple, les ODD passent sous silence le régime commercial inéquitable de l'OMC ou les nombreux accords bilatéraux de commerce et d'investissement qui libéralisent les marchés mondiaux au détriment des pauvres. En fait, au lieu d'aborder cette question cruciale, l'objectif 17.10 lance un appel à une plus grande libéralisation du commerce et plus de pouvoir pour l'OMC.

Au lieu de préconiser la fin de la spéculation financière qui contribue à la flambée des prix des produits alimentaires depuis 2007 et a fait sombrer 150 millions de personnes dans la faim, les ODD exigent que l'on assure le bon fonctionnement des marchés des produits de base alimentaires. On ignore ce que cela veut dire mais on peut l'interpréter comme davantage de libéralisation qui est en premier lieu la cause de la crise alimentaire.

Les ODD sont également muets sur la nécessité d'une plus forte réglementation des marchés financiers. L'Objectif 17.13 parle vaguement de la nécessité « d'améliorer la stabilité macroéconomique mondiale » à travers « la coordination des politiques » sans cible spécifique. La fraude et l'évasion fiscales qui privent les pays en développement de 1,7 trillions de dollars par an sont poliment mises sur la touche.

La question de la dette est également passée sous silence : les ODD n'ont pas préconisé l'annulation de la dette, bien que le service de la dette prive les pays en développement de plus de 700 milliards de dollars par an.

Ensuite, il y a la question du financement. L'ONU reconnaît que les ODD nécessiteront des dépenses annuelles à hauteur de 2,5 trillions de dollars environ. Quelles sont les propositions pour combler ce manque à gagner financier ? C'est le recours aux investissements privés.

L'avant projet recommande un partenariat global entre l'ONU et le secteur des entreprises en vue de la mise en œuvre des ODD.

Compte tenu du rôle central confié aux entreprises et aux investisseurs privés, l'on s'attendait à ce que l'avant-projet les lie à des engagements spécifiques et énonce plusieurs mécanismes de reddition de compte. Malheureusement, ce n'est pas le cas.

Mauvaise mesure de la pauvreté

La faiblesse des ODD est particulièrement évidente dans l'objectif visant l'éradication de la pauvreté extrême partout dans le monde estimée à 1,25 dollars par jour. Il est grand temps d'éradiquer la pauvreté mais un nombre croissant d'intellectuels font remarquer que les 1,25 dollars ne suffisent pas pour la subsistance humaine.

Selon des études récentes, pour que les populations réalisent une espérance de vie normale et subviennent à leurs besoins essentiels comme prévu dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, elles ont besoin d'environ 5 dollars par jour.

Pourquoi les ODD s'attachent à la mesure discréditée de 1,25 dollars ? Parce que c'est la seule mesure qui leur permettrait de se rapprocher de l'objectif de l'éradication de la pauvreté d'ici 2030. Si nous mesurons la pauvreté en fonction de 5\$/J, le nombre total de pauvre atteindra 4,3 milliards, soit plus de 60% de l'humanité.

Pour éradiquer de la pauvreté d'une telle ampleur, il faudra aller au-delà des solutions superficielles et changer les règles de l'économie mondiale afin de la rendre plus équitable pour la majorité. Les ODD nous ont déçus.

Ils proposent d'apporter des modifications mineures au système économique mondial, dans l'optique bien intentionnée de le faire paraître un peu moins agressif. Mais comme l'a dit Arundhati Roy "nous ne luttons pas pour un semblant de réforme d'un système qui nécessite d'être remplacé."

* Jason Hickeles est maître de conférences à *London School of Economics and Political Science*. Cet article a été publié pour la première fois par The Conversation. Il est repris de Pambazuka News.